

La toponymie et l'anthroponymie en Hainaut occidental

SOURCES ET RESSOURCES
DES ARCHIVES DE L'ÉTAT À TOURNAI (*)

En 1929, Joseph Cuvelier, alors Archiviste général du Royaume, publiait dans le Bulletin de notre Commission une étude sur le matériel toponymique dans les divers dépôts des Archives du Royaume (1). Étude qui, une dizaine d'années plus tard, allait se trouver illustrée de manière approfondie par l'exemple des Archives de l'État à Mons et ce, dans un article d'Armand Louant, publié en 1940 (2) mais daté du 9 avril 1939 et donc écrit un an avant le bombardement incendiaire du 14 mai 1940 qui allait détruire une très notable partie des fonds et collections de ce dépôt. Cette destruction posait désormais de nouveaux problèmes d'heuristique aux chercheurs et c'est pourquoi en 1945, notre collègue Maurice

(*) *Je dédie cet article à la mémoire de Pierre Ruelle, qui fut un de mes professeurs à l'U.L.B. et à qui m'unissaient une même origine boraine et des rapports très cordiaux. Fort sensible à l'honneur qu'il m'avait fait en me proposant, avec Monsieur Arnould, de lui succéder comme membre de la Section wallonne de cette Commission, j'espère me montrer digne de la confiance qu'il m'avait ainsi manifestée et tout en me souvenant aussi de ce qu'il m'a apporté, je tiens à l'assurer de ma très sincère et amicale reconnaissance posthume.*

(1) *Matériaux toponymiques aux Archives de l'État, dans Bulletin de la Commission Royale de Toponymie et de Dialectologie, t. III, 1929, pp. 29-53.*

(2) *Le matériel toponymique aux Archives de l'État à Mons, dans Annales du Cercle archéologique de Mons, t. LVII, 1940, pp. 147-169.*

Arnould, alors archiviste à Mons, dressa ici même un bilan des possibilités de recherches subsistantes (3).

Le présent article se situe donc dans le prolongement de l'étude de Monsieur Arnould, qu'il vise bien sûr à actualiser dans le cadre cette fois plus restreint du Hainaut occidental vu qu'entre-temps, la situation des archives hainuyères s'est trouvée modifiée par la création en 1964 d'un dépôt des Archives de l'État à Tournai, dépôt dit d'arrondissement puisqu'il est chargé de la conservation des archives de l'État proprement dites et des archives de l'arrondissement judiciaire de Tournai (4) confiées à l'État, ainsi que de la gestion des archives communales de Tournai.

La majorité des fonds et collections destinés à constituer le nouveau dépôt furent extraits des Archives de l'État à Mons et transférés à Tournai. Toutefois, il importe de souligner que l'ensemble transféré ne représente pas la totalité de la documentation intéressant le ressort de Tournai qui reposait à Mons, certains fonds et collections, comme ceux d'archives de familles ou celle des Cartes et Plans, n'ayant pas été démembrés.

En 1966, la ville de Tournai déposa sa collection d'archives reconstituée après le désastre de 1940 car, on le sait, l'inestimable fonds communal — le plus riche de l'Europe nord occidentale, avec celui d'Ypres détruit en 1914 — fut lui aussi détruit et même complètement (5).

(3) *La toponymie et l'anthroponymie en Hainaut. Sources et ressources actuelles*, dans *Bulletin de la Commission...*, t. XIX, 1945, pp. 113-138.

(4) Lequel s'étend aux entités communales actuelles de Antoing, Ath, Belœil, Bernissart, Brunehaut, Celles, Comines-Warneton, Ellezelles, Estaimpuis, Flobecq, Frasnes-lez-Anvaing, Lessines, Leuze-en-Hainaut, Mont-de-l'Enclus, Mouscron, Pecq, Péruwelz, Rumes et Tournai.

(5) Voir à ce sujet l'article de L. VERRIEST, *La perte des archives du Hainaut et de Tournai*, dans *Revue belge de philologie et d'histoire*, t. XXI, 1942, pp. 189-193.

Par la suite encore, l'exécution de la loi du 8 novembre 1962, qui retira aux provinces de Flandre occidentale et de Flandre orientale un certain nombre de communes pour les incorporer à l'arrondissement judiciaire de Tournai, entraîna l'acquisition d'une masse documentaire importante en provenance des Archives de l'État à Bruges, Courtrai et Gand, et qui concerne donc l'arrondissement administratif de Mouscron-Comines. Enfin, depuis sa création, le dépôt s'est enrichi de nombreux fonds déposés par les administrations communales, les fabriques d'église, les tribunaux de l'ordre judiciaire, les administrations de l'État et les notaires (6).

*

* * *

Commençant par les fonds et collections d'archives ayant un caractère local, il convient d'abord de corriger ce que peut avoir d'excessif l'opinion selon laquelle, depuis la destruction en 1940 des archives communales de Tournai, il est pratiquement devenu impossible d'ajouter un chapitre inédit à l'histoire de la ville. Même si, bien entendu, l'on ne parviendra jamais à compenser les pertes considérables entraînées par cette destruction, divers dons et acquisitions opérés depuis 1941 ont tout de même permis la reconstitution d'une collection dite des **Archives de la Ville de Tournai** qui comprend environ 2000 documents : originaux remontant à 1279, copies de documents (dont le plus ancien date de 1100) et notes d'érudits. Constituée pour une très grande part

(6) En attendant l'élaboration d'un nouvel état des fonds, on aura recours à celui établi il y a vingt ans et figurant dans *Les Archives de l'État dans les provinces. Aperçu des fonds et collections*, t. II, *Les provinces wallonnes*, Bruxelles, 1975, pp. 337-362, où l'on trouvera mention des inventaires réalisés. Nous ne citons donc plus par la suite que ceux l'ayant été depuis lors.

d'archives de familles et autres d'intérêt privé contenant, depuis la fin du XIII^e siècle, de nombreux documents relatifs à des biens situés principalement à Tournai et dans le Tournaisis, cette collection comprend aussi quelques épaves des archives communales, sauvées au hasard des prêts à l'étranger, ainsi que des copies de documents ayant appartenu à cet ancien fonds, comme des comptes d'exécution testamentaire remontant à 1265 et des actes des anciennes juridictions, conservés principalement sous forme de chirographes ou chartes-parties (7).

À cet égard, il convient de rappeler la mine extraordinaire que représentaient pour la toponymie et l'anthroponymie ces **chirographes** tournaisiens présents dans le fonds communal au nombre d'environ 600000, dont 100000 pour le XIII^e siècle et 150000 pour le XIV^e (8). C'est que ces chirographes enregistraient en particulier les actes des cours de justice découlant de l'exercice de la juridiction gracieuse et concernant donc l'ensemble des transactions qui affectaient les terres et autres biens immeubles (donations, ventes, accensements, arrentements, constitutions de rentes, locations et successions), ces actes étant communément désignés sous l'appellation générique d'« œuvres de loi ». Or et outre les noms des parties contractantes, ce genre d'acte précise l'emplacement des biens concernés, ce qui se fait en indiquant nominalement l'endroit où, s'il s'agit par exemple d'une terre, celle-ci est située, en énumérant ensuite, pour éviter les difficultés et contestations, les parcelles immédia-

(7) Voir l'inventaire manuscrit réalisé en 1988 par Y. DOCKX.

(8) La richesse et l'importance que ces documents présentaient en général pour l'histoire de la ville ont bien été démontrées par l'historien et archiviste hainuyer L. VERRIEST, *Un fonds d'archives d'un intérêt exceptionnel. Les « chirographes » de Tournai*, dans *Annales du Cercle archéologique de Mons*, t. LVI, 1939, pp. 139-146.

tement voisines en les distinguant d'après les noms des propriétaires ou d'après les appellations vulgaires des lieux. D'où l'intérêt incontestable de ces documents que nous allons bien entendu retrouver dans les archives communales et seigneuriales d'autres localités du Hainaut occidental mais qui, pour Tournai, ont donc énormément souffert des destructions de 1940. Le seul moyen de s'en faire aujourd'hui une idée étant évidemment d'avoir recours soit aux études et aux éditions dont ils ont fait l'objet (9), soit à ceux qui, ayant été distraits du fonds communal avant sa destruction ou s'étant retrouvés entre les mains de particuliers, ont abouti dans diverses collections, comme celle des « Archives de la Ville de Tournai » (10) et celle aussi des « Archives locales » (11). Pour le reste et outre les chirographes figurant dans les archives encore subsistantes de certaines

(9) Pour la période grosso modo antérieure à 1950, on en trouvera les références dans l'introduction (pp. 149-150) à l'édition par P. MANGANO-LEROY d'*Actes tournaisiens de droit privé (1295-1522)*, dans le *Bulletin de la Commission royale des anciennes lois et ordonnances*, t. XVIII, 1954, pp. 149-234. Les références postérieures seront citées dans les notes qui suivent.

(10) S'il s'agit principalement de copies effectuées à partir de documents de l'ancien fonds communal, il est piquant de noter que l'on y retrouve l'original du plus ancien chirographe (reconnaissance de dette du 31 décembre 1278-79) ayant échappé à la destruction de 1940, grâce au fait qu'il avait alors été emprunté par... Léo Verriest. Ajoutons que la collection vient de s'enrichir d'un nouvel original de mai 1282 offert, pour honorer sa ville natale, par Madame Marie-Louise Winckler-Lizon, Tournaisienne établie depuis plus de 40 ans à... Hong-Kong (voir ma note *À propos d'un chirographe tournaisien de 1282 offert à la Ville de Tournai*, dans le *Bulletin d'information de la Société royale d'histoire et d'archéologie de Tournai*, 18^e a., n^o 1, janvier 1994, pp. 8-10).

(11) Ainsi en est-il, sous la cote P.759, des *Trente et un chirographes tournaisiens (1282-1366)* édités par P. RUELLE dans le *Bulletin de la Commission royale d'Histoire*, t. CXXVIII, 1962, pp. 1-67, édition à laquelle notre regretté collègue a joint quelques considérations sur un certain nombre de surnoms formés d'un toponyme; ajoutons que ces chirographes (actes de vente, reconnaissances de dettes, testaments, contrat de location, etc.) avaient été acquis en 1957 à la suite d'un échange avec les Archives départementales de la Somme qui les avait achetés en vente publique à Amiens, sans que l'on sache comment ils étaient parvenus là.

paroisses de Tournai (12), on consultera avec grand profit le fonds Léo Verriest qui, conservé cette fois aux Archives de l'État à Mons, contient environ 2000 copies ou analyses (avec photographies et notes) de chirographes tournaisiens effectuées par le célèbre historien hainuyer. Sans oublier enfin qu'il faut tenir compte des surprises réservées parfois par les vicissitudes auxquelles les archives peuvent être soumises (13).

Pour Tournai encore, le dépôt des Archives de l'État conserve également la plus grande partie des **archives paroissiales** qui ont échappé à la destruction, à savoir celles de Saint-Jacques, Saint-Jean-Baptiste, Saint-Piat, Sainte-Catherine, Sainte-Marguerite et Sainte-Marie-Madeleine (14). Les plus abondantes et les plus riches étant celles de Saint-Piat dont on soulignera l'intérêt que présentent pour la toponymie et l'anthroponymie de nombreux documents qu'elles contiennent : censiers et rentiers, chassereaux de biens et revenus, titres relatifs à ceux-ci, comptes, listes de personnes, sans oublier les œuvres de loi sous forme de chirographes déjà mentionnées, le tout s'échelonnant du XIII^e au XIX^e siècle.

À ce qui précède s'ajoutent, toujours pour Tournai : l'importante collection des **registres paroissiaux** des douze anciennes paroisses de la ville (certains remontant

(12) Comme surtout dans le fonds de la paroisse Saint-Piat, dont quatre actes du XIII^e siècle ont également été publiés par Pierre Ruelle (*Chartes en langue française antérieures à 1271 conservées dans la province de Hainaut*, Paris, 1974, pp. 57, 88-90 et 97-8).

(13) Outre les exemples déjà mentionnés à la fin de la n.10 et à la n.11, citons celui des *Chirographes de Tournai retrouvés dans un fonds de la Bibliothèque de Valenciennes*, édités par H. PLATELLE dans la *Revue du Nord*, t. XLIV, 1962, pp. 191-200 : ces dix chirographes (1271-1308) ayant été déposés par la veuve de l'archéologue Louis Serbat et ayant abouti, on ne sait par quel chemin, dans les collections de ce dernier.

(14) G. WYMANS, *Inventaire d'archives paroissiales de la ville et de l'arrondissement de Tournai*, t.I, Bruxelles, 1970, pp. 1-97.

à la fin du XVI^e s.) et celle de l'**État civil** ; près de 150 documents regroupés dans la collection des **Archives locales** ; de très précieuses archives — principalement les **cartulaires** (XIII^e-XVIII^e s.) et trois **obituares** (XVI^e-XVIII^e s.) — de l'abbaye Saint-Martin et quelques documents relatifs à diverses autres institutions religieuses, comme un obituaire du XIII^e s. du chapitre cathédral ; les minutes de nombreux **notaires** tournaisiens depuis le XVII^e siècle (15), à compléter par près de 1400 actes de **tabellions** remontant, pour les plus anciens, à la seconde moitié du XIV^e ; les archives du service de l'**Urbanisme** de la Ville (XIX^e-XX^e s.) particulièrement intéressantes pour la toponymie, comme d'ailleurs aussi celles de la **Conservation des Hypothèques** et des bureaux de recette de l'**Enregistrement** de Tournai, depuis la fin du XVIII^e siècle (16). À noter enfin, dans la collection des **manuscrits**, les notes et

(15) En dehors du profit que l'on peut tirer de leur dépouillement pour la toponymie de Tournai, ces documents offrent d'autres possibilités d'études : ainsi en 1976-7, D. COULOMBIER, étudiant en Philologie romane de l'Université de Louvain-la-Neuve, a-t-il consacré son mémoire de licence, sous la direction de notre collègue Jean-Marie Pierret, à *La langue de notaires tournaisiens sous le Régime français*, en examinant successivement : la maison et les objets du ménage, la lingerie et les tissus, l'agriculture et les outils agricoles, les outils artisanaux, les mesures et instruments de mesure, la batellerie tournaisienne. Plus récemment, en 1990-1, c'est une étudiante en Histoire de la même université qui, sur la base des **inventaires après décès** conservés dans les archives notariales, a utilisé cette source privilégiée de l'histoire de la vie quotidienne pour réaliser un mémoire sur le vocabulaire de l'art de la table et de la literie à Tournai dans le premier quart du XIX^e siècle (S. MOREL, *Les objets matériels. Le Tournai des inventaires après décès dans le premier quart du XIX^e siècle*).

(16) Il va de soi que d'autres fonds couvrant plutôt principalement le Tournais ou l'arrondissement administratif de Tournai, peuvent contenir également des documents relatifs à Tournai. C'est le cas de ceux, dont nous reparlerons, des États du Bailliage de Tournai-Tournais, du Commissariat d'arrondissement de Tournai et des fonds d'archives de familles.

fiches rédigées au XIX^e s. par l'archiviste Frédéric Hennebert en vue d'un travail sur les rues de Tournai.

*

* * *

Comment étudier à présent la toponymie et l'anthroponymie des autres villes et villages du Hainaut occidental auxquels s'étend le ressort des Archives de l'État à Tournai ?

En recourant d'abord et évidemment aux **archives communales** qui y sont entrées en très grand nombre et qui, dans le cas des dépôts de Mons et de Tournai, sont parfois à compléter par la collection — déjà mentionnée — des **Archives locales**, collection hétéroclite s'il en est, constituée sans tenir compte du respect des fonds et où se retrouvent, classées par localités, des archives de divers formateurs, provenant notamment de fonds d'archives communales.

À titre d'exemple, nous prendrons la localité d'Antoing, en passant brièvement en revue les nombreuses possibilités qu'offrent d'abord ses archives communales qui remontent au XIV^e siècle et ont été déposées jusqu'à grosso modo 1930 (17).

Sous la rubrique « Généralités » et outre les procès-verbaux du Magistrat (1704-1792), puis du Collège échevinal et du Conseil communal, on trouve un dossier (avec plan) sur les modifications des limites entre la commune et celles de Calonne et Bruyelle. Viennent ensuite, depuis le XVIII^e siècle, de nombreux dossiers relatifs à la location

(17) Voir R. GAHIDE, *Inventaire des archives communales d'Antoing*, Bruxelles, 1984. — En matière d'archives communales et pour le reste, l'inventaire concernant une partie des archives de la *Commune de Warneton (1793-1871)* publié en 1988 par le même auteur et un deuxième recueil d'inventaires prévu fin 1994, constituent les instruments de recherche réalisés depuis l'état des fonds de 1975.

et à la vente des biens communaux, d'autres documents concernant les biens de l'église et ceux de la Table des Pauvres, pour laquelle on dispose de comptes depuis 1481. Les comptes de la localité, conservés depuis 1346, précèdent les documents fiscaux, autre type de sources où noms de lieux et de personnes peuvent se glaner sans peine, à savoir et en l'occurrence dans 290 cahiers d'assiettes et comptes de tailles diverses, de 1455 à 1796, les anciennes assiettes d'impôts étant en particulier les seuls documents qui fournissent la liste exhaustive des chefs de famille d'une localité, donc de ses noms patronymiques.

À retenir encore, pour la toponymie, les archives relatives aux travaux publics et aux voies de communication pour lesquelles un panorama général nous est offert, depuis la première chaussée du XVIII^e siècle jusqu'au moindre petit sentier du début du XX^e, accompagné de dossiers particuliers — illustrés de nombreux plans — sur chaque voie (rues, ruelles, places, chemins, sentiers), ainsi que d'archives se rapportant aux permis de bâtir (1826-) et aux cours d'eau (1798-). Quant à l'anthroponymie, elle tirera également profit, pour les XIX^e-XX^e siècles, des registres de population, de certificats divers (notamment de conscription), de registres de passeports, des nombreuses listes d'électeurs ou encore des listes de miliciens : ces dernières pour l'étude des sobriquets vu qu'au siècle passé, il était prescrit d'y transcrire les surnoms des intéressés, cette mesure ayant été régulièrement suivie dans les localités populeuses où les homonymies étaient fréquentes.

Ces ressources sont à compléter par celles qu'offre la collection des « Archives locales » où se retrouve une par-

tie du fonds communal (18), à savoir et d'abord d'importantes archives provenant de la juridiction et de l'administration scabinales, pour une période s'étendant de 1274 à 1760 : œuvres de loi, résultant de l'exercice de la juridiction gracieuse, celui de la juridiction contentieuse produisant également des documents non dépourvus d'intérêt : conflits de juridiction, garanties de dettes, prises de gages, saisies. À cela s'ajoutent plusieurs comptes communaux (1506-1714) et un nombre important d'assiettes de tailles (1354-1674), complétant ainsi ceux et celles conservés dans les archives communales, sans oublier un censier des Pauvres du début du XIV^e siècle.

Même si l'unité de la plupart des fonds d'archives communales a été respectée, il s'avère donc opportun de vérifier si, dans certains cas, des documents n'ont pas été distraits pour alimenter cette collection des « Archives Locales » qui, autre exemple, contient 395 chirographes du greffe scabinal de Rongy, dont le plus ancien remonte à 1390. D'autres transferts y ayant été effectués à partir d'archives seigneuriales (près de 800 rapports de censives et dénombremments d'arrière-fiefs pour Warcoing, entre 1392 et 1778) ou encore d'archives paroissiales (Belcœil).

Ceci dit, l'enquête au niveau local ne doit pas s'arrêter aux archives communales, d'autres ressources étant offertes en premier lieu par les **archives des seigneuries** qui, sous l'Ancien Régime, couvraient tout ou partie du territoire des localités, voire s'étendaient sur plusieurs d'entre elles : ainsi celles d'Amougies (XV^e-XVIII^e s.) et de Comines (XIII^e-XIX^e s.) ou encore celles de la seigneurie principale d'Orroir qui contiennent, à partir du

(18) Les documents qui la composent ont également été analysés par Renaud Gahide dans la dernière partie de son inventaire.

début du XVI^e siècle, des documents concernant l'administration et la juridiction, avec d'une part ceux provenant de la cour scabinale et de l'autre, ceux émanant de la cour féodale (actes de la juridiction gracieuse et contentieuse en matière de fiefs, reliefs et dénombremments de fiefs), l'intérêt des actes d'une cour féodale étant en somme le même pour la toponymie et l'anthroponymie que celui présenté par les actes émanant des cours scabinales. Sont également dignes d'intérêt les chassereaux et dénombremments de biens et revenus, les comptes et les documents fiscaux, ces deux dernières catégories étant particulièrement bien représentées dans les archives des XVII^e-XVIII^e siècles de la seigneurie du Biez à Wiers (19).

Venons à présent aux **archives paroissiales**, également fort bien représentées aux Archives de l'État à Tournai (20), certaines d'entre elles étant même très anciennes (XIII^e siècle pour Beloil). Outre çà et là des documents sur la fixation des limites paroissiales et outre aussi des comptes, on y trouve surtout, pour ce qui nous concerne, des archives relatives à l'administration des biens et revenus : bornages et mesurages de terres, chassereaux, documents particuliers tels que acquisitions, ventes, arrentements, baux, sans oublier les titres de fondations obituares, avec présence d'obituares depuis le

(19) Inventaire publié en 1994 par Y. Dockx. Ces archives seigneuriales sont d'autant plus précieuses que la collection s'étendant à l'ensemble du Hainaut qui était conservée aux Archives de l'État à Mons a été complètement détruite en 1940, comme d'ailleurs les archives des cours féodales, des greffes scabinaux, des greffes des justices seigneuriales et échevinales du Hainaut. — Toujours à propos des archives seigneuriales, il convient enfin de noter que des documents de cette nature se retrouvent dans les fonds d'archives de familles dont il sera question plus loin.

(20) Depuis le dernier état des fonds, a été publié en 1982 le deuxième tome de l'*Inventaire d'archives paroissiales de la ville et de l'arrondissement de Tournai*, ce recueil rassemblant 28 inventaires.

XVIII^e siècle, les plus anciens étant conservés dans une collection particulière. À cela s'ajoutent encore les documents concernant les biens de la cure, de la Table des Pauvres et, parfois également, de certaines confréries.

Pour le reste, on notera que certains de ces fonds contiennent parfois en assez grand nombre des archives d'Ancien Régime de la communauté villageoise du lieu et en particulier des archives scabinales, présence qui s'explique par le fait que ces archives pouvaient être entreposées à la cure ou encore dans la tour de l'église : mis à part le souci de sécurité auquel cet entreposage a dû répondre et outre qu'il convient sans doute d'y voir un signe de la place non négligeable que la paroisse et le curé occupaient dans la vie sociale des communautés rurales d'Ancien Régime, il faut considérer qu'en l'absence de maisons communales, l'église et la cure y ont longtemps constitué les seuls bâtiments publics disponibles. C'est ainsi que dans les archives paroissiales de Wez-Velvain, on trouve des archives de la communauté de Wez et Velvain et notamment 60 chirographes du greffe scabinal remontant à 1253, ainsi que des assiettes de tailles. De même, certains fonds conservent-ils aussi des fragments d'archives seigneuriales, tel celui de Mourcourt : 34 pièces (depuis 1486) provenant d'échevinages de sept seigneuries.

Les archives paroissiales nous amènent tout naturellement aux autres **archives ecclésiastiques** conservées par le dépôt de Tournai.

Depuis la destruction à Mons des riches chartriers, depuis celle aussi des archives de l'évêché de Tournai, il faut se rabattre sur la collection des **cartulaires**, en ayant bien soin d'avoir toujours à l'esprit que l'on se trouve en présence de copies parfois beaucoup plus tar-

dives : 8 cartulaires sont conservés pour l'évêché de Tournai, 15 pour la célèbre abbaye bénédictine de Saint-Martin de Tournai (avec, dans la même collection, un censier du XIII^e siècle qui n'y a pas sa place), 3 pour l'abbaye bénédictine de Ghislenghien, près de Ath, et d'autres encore.

Cette dernière abbaye bénéficie d'un fonds important qui a bien mieux survécu aux vicissitudes de l'histoire (21) : outre le chartrier assez modeste de 45 pièces (dont la plus ancienne date de 1161), on consultera avec grand profit la partie essentielle du fonds, à savoir celle qui concerne l'administration temporelle et qui intéresse non seulement Ghislenghien, mais aussi bon nombre de localités — notamment de la région d'Ath — où l'abbaye avait des biens : dénombrements généraux et particuliers ; censiers (1359-1765) ; livres et relevés de fiefs, reliefs, dénombrements et transports (XV^e-XVIII^e s.) ; comptes généraux (1398-1729) et autres (XV^e-XVIII^e s.) ; procès-verbaux de bornage ; procès ; transactions diverses relatives aux biens, qu'il s'agisse de terres, jardins, prés, bois, viviers, moulins, fermes, maisons.

Outre encore le petit fonds des **Chartreux de Chercq** (22) et quelques documents versés dans l'incontournable collection des « Archives locales », il convient de signaler qu'en matière d'archives ecclésiastiques tournaisiennes, il s'avère nécessaire de s'adresser aussi aux Archives de la Cathédrale de Tournai qui ont, quant à elles, échappé aux destructions et qui conservent notam-

(21) Voir D. VAN OVERSTRAETEN, *Inventaire des archives de l'abbaye de Ghislenghien*, Bruxelles, 1976.

(22) Étudié et inventorié par P. BOLLE, *Nouvelles sources pour servir à l'histoire du couvent des Chartreux de Chercq*, dans *Mémoires de la Société royale d'histoire et d'archéologie de Tournai*, t. III, 1982, pp. 5-12.

ment la totalité des archives anciennes du chapitre cathédral.

Cela étant, revenons aux Archives de l'État pour terminer ce tour d'horizon par une série de fonds et collections ayant un caractère moins local et donc plus général, tout en contenant aussi de nombreux documents qui peuvent intéresser la toponymie et l'anthroponymie du Hainaut occidental.

À commencer par le fonds des **États du Bailliage de Tournai-Tournais** (XVI^e-XVIII^e s.) qui, de par la compétence de cette institution, contient une abondante documentation fiscale où l'on épinglera, outre de nombreuses assiettes de tailles, 356 dénombrements des biens (1569-1778) et des habitants (1672-1673) des localités du Tournais. Soit une véritable mine à laquelle il faut ajouter principalement les documents d'administrations particulières, comme celle des Ponts et chaussées et cours d'eau, et les dossiers d'affaires où l'on trouve même des copies de pièces remontant au XIII^e siècle et des documents aussi divers que : dénombrements et relevés de terres (et autres biens) ou d'habitants ; cartes figuratives ; assiettes et chassereaux de tailles ; pièces relatives à des contestations territoriales et à des conflits de juridiction ; actes concernant diverses seigneuries (23).

Viennent ensuite des archives d'institutions régionales d'Ancien Régime qui intéressent la région de Mouscron-Comines, à savoir le très riche fonds de la **châtellenie de Warneton** couvrant les XV^e-XVIII^e siècles (24) et les documents provenant, pour la même période, des

(23) Voir G. WYMANS, *Inventaire des archives des États du Bailliage de Tournai-Tournais*, Bruxelles, 1981.

(24) Inventaire — en cours de publication — par R. GAHIDE. Ce fonds contient aussi les archives d'Ancien Régime de la ville de Warneton.

archives des châtelainies de Courtrai et de Ypres : ici aussi se cotoyent archives émanant de cours scabinales et féodales, documents comptables et fiscaux, ou encore relatifs à l'administration des biens (terriers notamment), ainsi qu'aux travaux et voies de communication.

Tout autre chose, les protocoles d'anciens notaires des XVII^e, XVIII^e et XIX^e siècles, réunis dans le fonds du **Notariat**, seront également dépouillés avec profit, non seulement pour faire la toponymie des localités où officierent ces notaires, mais aussi celle des localités voisines.

Autres fonds dignes d'intérêt : ceux d'**archives de familles** entrés au dépôt de Tournai depuis sa création, les fonds montois n'ayant pas été démembrés et devant être consultés aussi dans la mesure où ces familles hainuyères possédaient des biens dans le Hainaut occidental. C'est que, comme le montre l'exemple des archives des XIV^e-XX^e siècles de la famille del Fosse et d'Espierres (25), établie et possessionnée dans le Tournais, ce type d'archives contient des documents relatifs à l'administration des biens familiaux et aux transactions affectant ces derniers, des titres de propriété, des comptes, des procès-verbaux d'arpentages et des plans parcellaires, des pièces de procédure, etc.

Tout en signalant encore l'existence pour les XIX^e-XX^e siècles d'archives judiciaires, de celles du Commissariat d'arrondissement, de la Conservation des Hypothèques et des Bureaux de l'Enregistrement, nous terminerons en rappelant d'abord qu'en ce qui concerne cette source tout de même importante pour la toponymie que

(25) Voir A. SCUFFLAIRE, *Inventaire des archives de la famille del Fosse et d'Espierres*, Bruxelles, 1976. — Dernier instrument de recherche publié pour le dépôt de Tournai : Y. DOCKX, *Inventaire des archives de la famille Delcroix (XVIII^e-XX^e siècles)*, Bruxelles, 1993.

constituent les **cartes et plans**, l'on aura toujours recours à la riche collection montoise qui, elle non plus, n'a pas été démembrée en 1964, très peu d'acquisitions ayant été réalisées depuis lors par le dépôt de Tournai (26).

D'autre part et pour rester dans les collections, signalons celle des **manuscrits** où l'on trouve notamment un rentier des Pauvres d'Antoing de 1447. Sans oublier et intéressant cette fois spécialement l'anthroponymie : les **obituares** d'institutions religieuses, comme ceux déjà signalés pour Tournai, ainsi qu'une dizaine d'obituares de paroisses dont un du XIV^e siècle pour Mourcourt, accompagné par ailleurs d'un rentier ; la très riche collection, enfin, des **registres paroissiaux** des communes de l'arrondissement judiciaire et dont un certain nombre remontent au XVI^e siècle, le dépôt conservant en outre les doubles des registres d'**État civil** de ces communes jusqu'en 1890 (27).

*

* *

Au total et à l'instar de ce que Monsieur Arnould a voulu établir en 1945 à propos des archives de l'ensemble du Hainaut, cet article avait pour but de montrer qu'en dépit de nombreuses destructions, il subsiste un patrimoine archivistique important pour Tournai et le Hainaut occidental, ce patrimoine ainsi géré par les Archives

(26) Dans ce domaine, on aura aussi recours à l'importante collection rassemblée par les Archives Générales du Royaume à Bruxelles.

(27) À noter qu'en dehors de l'exploitation qui en est faite couramment pour la généalogie ou pour la démographie, ces registres offrent d'autres possibilités d'études : ainsi les registres paroissiaux ont-ils servi de base au mémoire de licence en Histoire présenté en 1977 à l'Université de Louvain-la-Neuve par M.-C. CONNART sur *Le choix des prénoms à Moustier (Hainaut) de 1700 à 1794*.

de l'État continuant à s'accroître régulièrement depuis leur installation à Tournai (28).

Pour la toponymie et l'anthroponymie, le matériel existe donc bel et bien, ce matériel étant souvent très riche et de grande qualité.

Malheureusement et pour ce qui est de son exploitation, l'on en reste grosso modo toujours à la constatation faite il y a cinquante ans par Monsieur Arnould, lequel écrivait qu'en la matière, « la majeure partie de la production se rapporte au Hainaut oriental et laisse en friche tout le Hainaut central et occidental, c'est-à-dire le domaine linguistiquement picard ». Ce qui apparaît encore être largement le cas aujourd'hui pour le Hainaut occidental, alors que l'on dispose d'un ensemble documentaire qui permet assurément de réaliser, outre la toponymie de nombreuses communes, des études crédibles de vocabulaire ou d'anthroponymie.

Nous formons dès lors le vœu que ce nouveau rappel des possibilités de recherches et d'études offertes par les archives, provoque un regain d'intérêt chez les philologues et les historiens pour des travaux qui permettront au Hainaut occidental de ne plus rester un parent pauvre dans les domaines de la toponymie et de l'anthroponymie (29).

Jacques NAZET

(28) Signalons aux chercheurs éventuels que la salle de lecture du dépôt — installé au n° 3 de la place Paul-Émile Janson, au pied de la cathédrale — leur est accessible du mardi au samedi inclus, de 8h30 à 12 et de 13 à 16h30.

(29) Dans cette perspective et tout en espérant que l'exemple sera suivi, il convient de se réjouir de ce que M^{lle} Nathalie De Ridder, étudiante en Philologie romane à l'Université de Bruxelles, effectue actuellement des recherches aux Archives de Tournai en vue du mémoire de licence qu'elle consacre à la toponymie d'Amougies (commune de Mont-de-l'Enclus).